

VÁCLAV KLAUS

Sauver les démocraties en Europe

FRANÇOIS-XAVIER DE  GUIBERT

HISTOIRE ESSENTIELLE



Président
de la République tchèque

SAUVER
LES DÉMOCRATIES
EN EUROPE

Václav KLAUS

**SAUVER
LES DÉMOCRATIES
EN EUROPE**

François-Xavier de Guibert
10, rue Mercœur
75011 Paris

PRÉFACE

Depuis longtemps, pratiquement deux décennies depuis la chute du communisme, je parle et j'écris sans cesse au sujet de l'Europe, de son modèle économique et social et aussi de son modèle d'intégration. Pendant cette période, nous avons participé activement au développement européen, nous qui avons toujours été en Europe et qui sommes peiné que certains ne le perçoivent pas ainsi. Auparavant, nous n'avions pu que l'observer passivement pendant les années passées derrière le Rideau de fer. Cette « observation » a néanmoins eu des conséquences. La période du communisme n'a peut-être pas été pour nous complètement inutile. Nous subissions de nombreux interdits mais en même temps, il nous était possible de comprendre certains aspects de ce développement.

Nous avons compris ce que signifie l'absence de liberté et, grâce à cela, nous sommes devenus très sensibles et même hypersensibles, jusqu'à aujourd'hui, à tous les signes avant-coureurs d'un début de remise en cause de la liberté. Nous avons compris l'irrationalité de toutes les tentatives de l'État de diriger les processus économiques. Nous avons suivi

avec grande attention aussi le processus d'intégration européenne. Nous avons vu ses côtés positifs et pour cette raison, nous avons voulu en faire partie après la chute du communisme, mais nous sommes restés conscients des questions qu'il pose. Nous avons remarqué que, au-dessus de l'État, une nouvelle entité apparaît inévitablement, très dangereuse pour les citoyens mais très attirante pour les politiciens, espace dépourvu de légitimité et totalement figé quelle que soit son organisation. Cette situation nous a inquiétés et nous préoccupe encore. Pour cette raison, nous ne sous-estimons pas ce que, dans l'Europe actuelle, on nomme par euphémisme le déficit démocratique. Nous le considérons comme un problème particulièrement grave.

Instruits par le communisme, instruits par l'échec complet et évident de l'État, nous croyons aussi beaucoup plus au marché qu'il n'est d'usage en Europe occidentale et c'est pourquoi nous sommes tellement déprimés par le modèle économique et social non productif et paternaliste, qui domine en Europe actuellement. Le niveau de régulation, de contrôle, de gestion et d'organisation de la vie économique dans l'Europe actuelle dépasse ce qui est économiquement rationnel. Il est vrai que le niveau d'intervention de l'État dans l'économie est dans l'Europe actuelle bien différent de celui qui prévalait lorsque le communisme agressif a été introduit, mais il n'est pas fondamentalement différent de celui, plus «doux», qui était en vigueur avant son effondrement.

La conséquence de cette situation, c'est aussi la crise européenne récente qui, à l'évidence, n'est pas «seulement» une crise de la dette dans la zone euro, bien visible de l'extérieur, ou encore le problème de quelques États membres

économiquement plus faibles et fiscalement moins responsables, mais plutôt la crise du «paradigme» européen, qu'il s'agisse du modèle d'intégration européenne ou du fonctionnement économique et social européen. Soit nous en prendrons conscience et nous acceptons de relever «le défi» qui nous commande d'agir, soit la crise européenne sera permanente.

J'ai déjà prononcé de nombreux discours et écrit beaucoup de textes sur ce sujet mais cependant, j'ai l'impression que mes convictions intimes sont peu connues. De plus, elles sont souvent présentées hors du contexte, consciemment banalisées et mal interprétées, très souvent caricaturées et diabolisées dans de nombreux pays et peut-être encore plus en France. Je suis ravi que ce livre qui reprend certaines de mes interventions de ces dernières années, puisse ainsi être publié. Mes opinions sont présentées ici de façon plus complète et plus nuancée, ce qui, je l'espère permettra à ceux qui s'y intéressent de mieux les comprendre.

Je n'ignore pas que des idées, même bien argumentées, ne peuvent pas changer le cours de la politique qui est fondée sur des critères complètement différents, mais actuellement j'ai à mon grand regret reçu une aide importante: c'est la situation réelle de l'Europe, dont la gravité ne peut plus être dissimulée ni repeinte en rose par personne, car elle est absolument évidente. On ne peut plus déclarer que tout est en ordre, que l'on peut continuer sur le même chemin, sauf à faire preuve d'un cynisme inacceptable pour toute personne.

Je n'ai pas le sentiment d'être le vainqueur et je n'éprouve aucune satisfaction d'avoir eu raison avant les autres, avant les critiques actuelles à la mode, qui n'en sont pas moins

légitimes. Je n'y trouve aucun plaisir. Je ne suis pas un observateur indépendant de l'Europe, venu d'un autre continent ou d'une autre planète. J'habite ce continent, ma famille, mes fils, mes petits-enfants et beaucoup de gens que j'aime y vivent. Il est vital pour moi que l'Europe se développe positivement et je suis donc profondément désespéré que les politiciens européens ne prennent pas au sérieux la situation actuelle. Ils pensent toujours qu'on peut se contenter d'intervenir de façon superficielle, cosmétique. Ils croient toujours ou ils font semblant de croire que nous ne sommes pas à un carrefour décisif où une situation très grave impose des décisions radicales.

Nous devrions enfin dire clairement qu'on ne peut plus continuer ainsi. Hélas, il est impossible de le dire lors des sommets européens qui se succèdent à l'infini, pratiquement semaine après semaine. Il ne s'agit pas non plus de prendre une décision et une mesure unique, bien au contraire, il s'agit d'une solution systémique, ce qui suppose que la politique revienne en Europe et quand je dis « retourner en Europe », je ne pense pas « retourner à Bruxelles ». À Bruxelles, une politique différente des manœuvres de couloirs et de la défense d'intérêts particuliers ne peut pas être mise en œuvre car elle n'y est tout simplement pas possible. La politique ne peut être que là où se trouve la démocratie, c'est-à-dire au niveau de l'État. La politique ne peut pas être vécue au niveau d'un continent. Le « peuple européen » comme condition de la démocratie et de la politique, n'existe pas et ne peut pas exister. La politique qui respecte l'Europe dans son ensemble ne peut être menée que par des hommes politiques responsables de pays européens particuliers et elle ne peut être que l'accessoire de la politique intérieure de ces pays.